

Europe

Ce qui survit à Milosevic en Serbie

Stéphanie Mahieu et Boris Najman

Stéphanie Mahieu est anthropologue et enseigne à l'Institut d'études politiques (Paris).
Boris Najman est économiste et enseigne aux Universités Paris I et Paris XII.

Le système de pouvoir que Milosevic a mis en place dès son arrivée au pouvoir en 1987 se caractérise par un formalisme communiste combiné à un programme nationaliste. Le financement de la guerre par l'hyper-inflation, le vol de l'épargne des ménages et les rentes mafieuses ont affaibli les formes de résistance à son encontre, singulièrement au sein des partis politiques. Il a créé une culture politique où les catégories ethniques apparaissent comme seul facteur explicatif de tous les phénomènes sociaux, économiques et politiques. La force de Milosevic a été d'amener les partis politiques non pas à lui reprocher d'avoir mené les guerres, mais bien de les avoir perdues. Cette culture politique lui survit, au-delà de sa mort.

DU KOSOVO AU KOSOVO : GUERRE CONTRE LES CIVILS

Slobodan Milosevic, banquier de formation et homme d'appareil du PC yougoslave, a été porté au pouvoir en 1987 par un mouvement intellectuel et politique cherchant à réaliser le programme national serbe. Un tel programme, qui cherchait à rassembler tous les Serbes dans un même État, s'est construit en opposition à la Constitution de 1974 — mise en place par Tito — qui renforçait la décentralisation du pouvoir de Belgrade. Il était

déjà en gestation lors de la répression des manifestations de 1981 au Kosovo, qui demandaient la création d'une république au sein de la Fédération yougoslave. En avril 1987, l'arrivée de Milosevic au pouvoir du PC Serbe s'effectue par l'éviction de son mentor politique, Ivan Stambolic, qui sera assassiné en 2000, probablement sur ordre de la femme de Milosevic, Mirjana Markovic. Ce qui caractérise à la fois son arrivée au pouvoir et son exercice ultérieur du pouvoir est un formalisme communiste associé à un programme nationaliste.

1989, l'année de la chute du mur de Berlin, est marquée en ex-Yougoslavie par des mobilisations de masse orchestrées par Milosevic en vue de destituer les dirigeants des provinces autonomes de Voïvodine et du Kosovo, ainsi que de la république du Monténégro. Dès lors, Milosevic parvient à s'assurer de quatre (Serbie, Voïvodine, Kosovo, Monténégro) des huit voix de la direction collégiale de l'Union des fédérations socialistes yougoslaves (qui compte également la Bosnie, la Slovénie, la Croatie et la Macédoine). Toute réforme devient donc impossible: à ce moment la fédération créée par Tito est déjà moribonde. Le 28 juin 1989, une manifestation de masse célébrant les six-cents ans de la bataille qui vit la défaite des troupes balkaniques face à l'armée ottomane est organisée au Kosovo. Milosevic y

déclare devant plus d'un million de personnes: « Six siècles après, il nous faut à nouveau combattre. Les batailles que nous devons livrer ne seront pas des affrontements entre armées, bien que ceux-ci ne soient pas exclus. » La période 1988-1989 est marquée par la plus forte mobilisation nationaliste de toute l'ère Milosevic. C'est à ce moment que se met en place la rhétorique ethnique qui conduira à la guerre.

À partir de 1990, les premiers affrontements télécommandés par Milosevic ont lieu en Krajina, comme Milan Babic l'avait révélé au TPIY avant son suicide. En avril 1990 sont organisées les premières élections libres en Yougoslavie. Dans presque toutes les Républiques, les partis nationalistes sortent grands vainqueurs de ces élections. Mais c'est en été 1991 que la situation bascule dans une guerre ouverte: d'abord en Slovénie (guerre éclair en juin) puis en Croatie (1991-1995) et en Bosnie-Herzégovine (1992-1995). Enfin en 1999, après dix années d'apartheid contre les Albanais du Kosovo, chassés de tous les emplois publics, les guerres ex-yougoslaves se terminent au Kosovo, par l'intervention de l'Otan qui met fin à la dernière tentative de purification ethnique dans la région. C'est à cette période que Milosevic est inculpé par le TPIY pour génocide, crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Il s'agit de la première inculpation

d'un chef d'État en fonction. En octobre 2000, après avoir tenté une dernière fois de manipuler les élections, il est renversé par une coalition hétéroclite (le DOS). Il est transféré à La Haye en juin 2001. On estime à 250 000 le nombre de victimes de ces guerres, et celui des personnes déplacées à plus de trois millions (près de 15 % de la population ex-yougoslave).

LE FINANCEMENT DES GUERRES OU COMMENT SE MAINTENIR AU POUVOIR

Ce qui caractérise les guerres menées par le régime de Milosevic est l'utilisation conjointe de l'armée régulière yougoslave (JNA puis VJ) et de forces paramilitaires ayant pour objectif principal le déplacement et l'élimination de populations civiles (la purification ethnique). Ces forces paramilitaires (Tigres d'Arkan, Aigles Blancs de Seselj, Bérêts Rouges de Legija...) se sont constituées dès le milieu des années quatre-vingt en s'appuyant sur des groupes hooligans et mafieux, structurés et encadrés par la Sureté de l'État. Cette tactique a permis de pallier les désertions en masse de la JNA et de financer en partie la guerre par les pillages. Cette guerre contre les civils (et non pas guerre civile) a été entamée lors du siège de Vukovar et sera généralisée en Bosnie. Elle est financée de deux manières: d'une part, directement par le budget de la Yougoslavie de

Milosevic (au détriment notamment des dépenses de santé, d'éducation, des retraites...) et, d'autre part, par les rentes mafieuses.

Cette tactique militaire mise en œuvre en Croatie, en Bosnie puis au Kosovo, se reflète dans la vie politique intérieure serbe. En effet, la quasi-totalité des partis politiques alliés au SPS de Milosevic, mais également les partis d'opposition, sont financés par cette économie de guerre. L'absence d'une réelle alternative politique, qui se fait encore sentir aujourd'hui, s'explique par la manière dont la guerre a été financée: l'hyper-inflation due à une émission monétaire massive a permis d'affaiblir les résistances au sein de la société civile serbe en réduisant le niveau de vie à une simple subsistance (le salaire moyen mensuel était de deux euros en 1992-1993). Le régime distribuait des crédits sans remboursement à ses alliés. La guerre a également été financée par le vol de l'épargne des ménages. Enfin, une économie parallèle de type mafieux a permis le financement de chacun des partis au travers des trafics (bureaux de change, cigarettes, pétrole, électricité, voitures): le système du pouvoir de Milosevic attribuait des marchés mafieux à chacun des partis. Dès lors, il les contrôlait de manière directe. Il y a donc eu financement commun des troupes paramilitaires et des partis politiques par les rentes issues

de ces différents trafics. La force de Milosevic a été d'amener les partis d'opposition sur son terrain puisqu'ils lui ont reproché non pas d'avoir mené ces guerres-là, avec toutes les atrocités commises contre les civils, mais bien de les avoir perdues.

PAYSAGE APRÈS LA CATASTROPHE: L'ETHNIE COMME MODE DE GOUVERNEMENT

Même si les formes de résistance ont été affaiblies par la relativisation des crimes (par la formule du « tous coupables », soutenue par l'idée d'une guerre civile entre des factions rivales), par l'appauvrissement dû au financement de la guerre, par les multiples théories du complot (les États-Unis et le TPIY présentés comme ennemis du peuple serbe), plusieurs grandes manifestations ont toutefois ponctué les treize ans de pouvoir de Milosevic: 1991, 1993, 1997 et 2000. Cependant, Milosevic a réussi à se maintenir au pouvoir en utilisant, dans une fuite en avant permanente, les guerres successives comme un moyen de gagner les élections au travers de mobilisations renforçant l'unité de la nation et du peuple. Ce modèle, à la manière d'une nouvelle culture politique, sera repris notamment par les dirigeants de Croatie et du Kosovo. Même si les catégories ethniques sont le produit et pas la cause des

guerres, Milosevic a réussi à les imposer comme une réalité dans les esprits. Il n'avait dès lors presque plus besoin d'utiliser la répression. Le paradoxe est que l'« entre-soi » est apparu comme une protection par rapport aux « autres », alors qu'en même temps la société serbe s'est atomisée: suspicion contre les réfugiés, les ruraux, les vieux, etc.

Au-delà du culte de la personnalité dont on a vu les manifestations lors de son enterrement, c'est bien ce qui survit à Milosevic en Serbie: la réduction de toute explication des phénomènes sociaux, économiques et politiques à une causalité unique, celle de l'identité ethnique. Alors que Milosevic était l'exemple même du bureaucrate communiste moyen maîtrisant la dialectique de la lutte des classes comme explication ultime de tout rapport de force, il a conservé ce mécanisme explicatif en lui substituant l'identité ethnique. Selon cette vision, on est Serbe, et à ce titre dominé et victime, avant d'être homme ou femme, jeune ou vieux, de gauche ou de droite, etc. Cette rhétorique de l'identité et de l'ethnie se retrouve aujourd'hui au cœur de tous les programmes des partis politiques serbes et trouve des résonances ailleurs en Europe.

Cependant, des lieux de résistance existent en Serbie. Mais ils se retrouvent en dehors des partis politiques. La plupart des groupes qui se sont opposés frontalement

au régime de Milosevic ont centré leurs actions sur la nécessité d'une justice pour les crimes commis en son nom, à la fois au TPIY et en Serbie. L'assassinat du premier ministre Zoran Djindjic, en mars 2003, illustre le maintien, au sein même de l'État (ministère de l'Intérieur, ministère de la Défense), des structures paramilitaires et mafieuses mises en place par Milosevic. Le parti radical de Seselj, susceptible de gagner les prochaines élections législatives, et le parti DSS du Premier ministre Kostunica sont probablement les héritiers politiques de Milosevic. Au-delà de ces partis, toute une structure de cadres intermédiaires occupe toujours les postes à responsabilité. Cependant, le TPIY a établi, dans le procès Milosevic comme dans d'autres procès, une série de preuves qui resteront, même en l'absence de jugement, comme autant d'éléments à charge acceptés par les juges. La sortie de l'ère Milosevic se fera certainement par une intégration au sein de l'Union européenne, mais plus encore par une sortie de la rhétorique ethnique au travers d'une reconnaissance juridique et politique des responsabilités des années de guerre. ■